

# Rapport d'activités et résultats comptables

# 2019



# RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2019

- ▶ **818 collectivités et établissements publics affiliés**
- ▶ **7 collectivités et établissements publics adhérents**  
(+ 350 fonctionnaires)
- ▶ Plus de **9 700 fonctionnaires** et **2 200 agents contractuels**
- ▶ L'activité du CDG répartie en **67** missions analytiques
- ▶ Présentation de l'activité 2019 par Direction :
  - Direction Générale
  - Secrétariat Général
  - Direction Emploi et recrutement
  - Direction Expertise juridique et instances consultatives
  - Direction Santé et conditions de travail

# DIRECTION GÉNÉRALE



**5,14 Équivalents Temps Plein**

**A : 2,07**

**B : 2,16**

**C : 0,91**

(4,23 ETP en 2018)



**522 086 €**

→ 10 % des dépenses  
de fonctionnement  
dont **Mission générale** :  
2,5 %


(482 306 € en 2018)


# LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DU CDG 64

## Contexte

→ Le CA = organe délibérant composé de 29 membres titulaires et 25 membres suppléants

→ Le Bureau = le Président, 4 Vice-présidents et 3 administrateurs (délégations)

 0,58 ETP

 119 828 €

118 757 € en 2018

Frais de personnel, indemnités élus, frais de déplacement

▶ 6 réunions en 2019 :

- 3 réunions du Bureau
  - 3 réunions du Conseil d'Administration
- 52 délibérations adoptées

▶ Des **décisions importantes** pour le fonctionnement et pour l'avenir de l'établissement, notamment :

- **De nouvelles missions** : le référent alerte éthique et l'expérimentation, de l'accompagnement des agents à la mobilité
- Le **projet d'établissement**
- Des **partenariats renouvelés** avec Pôle Emploi et la Caisse des Dépôts et Consignations

# LA COOPÉRATION RÉGIONALE DES CENTRES DE GESTION

## Contexte et missions

- Signature d'une Charte de coopération en juillet 2016 – 12 CDG de la Nouvelle-Aquitaine
- Mutualisation en matière de concours, emploi, FMPE, productions documentaires juridiques...
- CDG 33 : Centre coordonnateur des CDG de la Nouvelle Aquitaine

 0,39 ETP

 39 445 €

22 218 € en 2018

- ▶ **30** réunions / groupes de travail au total :
  - **3** réunions des Présidents et Directeurs
  - **7** réunions des Directeurs
  - **20** réunions de Groupes de travail (Expertise Statut/RH, Instances médicales, Prévention, Concours, Mobilité)
- ▶ **Des outils et réalisations communes :**
  - Concours et examens : brochures mutualisées, guide intervenant, règlement intérieur des concours et calendriers des épreuves
  - Mobilité : état des lieux, échanges de pratiques et vademecum sur le conseil en évolution professionnelle
  - Prévention : constitution d'un groupe ACFI
  - Instances médicales : harmonisation des procédures et des outils de gestion, production documentaire commune

# LA COORDINATION NATIONALE DES CENTRES DE GESTION

## Contexte et missions

- Deux associations nationales pour fédérer l'action des CDG
- Un Groupement d'intérêt Public (GIP) informatique pour mutualiser

Participation à **18** réunions au total :

- ▶ **FNCDG** : 4 réunions de groupe de travail
- ▶ **ANDCDG** : 10 réunions de commissions ou groupes de travail
- ▶ **GIP Informatique** : 4 réunions de groupes de travail

 0,21 ETP


 32 827 €

38 804 € en 2018

## Missions

- **Compétence obligatoire des CDG depuis la loi du 20 avril 2016**
- **Observatoire Régional de l'Emploi et de la FPT créé en 2016**
- **2 CDG pilotes : CDG 64 - CDG 17**
- **Proposer aux collectivités des analyses sur l'emploi public territorial et la gestion des ressources humaines + des outils opérationnels**

 **0,85 ETP**

 **57 128 €**

*43 358 en 2018*

Mutualisation CDG Néo aquitains :  
100 % chargée de mission  
Observation et analyse sociale =  
reversement à venir au CDG 64 de  
**44 576 €** au titre de l'année 2019

- ▶ **4 réunions de l'Observatoire régional**
  - 2 comités de pilotage (Directeurs)
  - 2 comités techniques (techniciens)
- ▶ **Les travaux**
  - **Campagne du Bilan Social 2018 mutualisée**
    - 10 CDG ayant souhaité mutualiser
    - 462 synthèses réalisées
  - Publication de **24 fiches « repères » régionales**
  - Publication **d'indicateurs statistiques dynamiques mensuels** depuis juillet 2019 (6 publiés)
  - **Poursuite du projet de refonte des Conférences Régionales de l'Emploi** (3 réunions)
    - Lancement d'une enquête sur les difficultés de recrutements
    - 6109 collectivités de Nouvelle-Aquitaine interrogées à partir du 20 novembre 2019
  - Réalisation de **supports communs** régionaux : courriers, mails, FAQ, infographies, documents de formation, infobulles, notes stratégiques...

## Missions


- Assurer la mission générale d'information sur l'emploi public territorial
- Gérer et collecter des données sociales sur l'ensemble des domaines de la GRH

### ► Bilan Social 2017

- Enquête complémentaire sur le jour de carence – DGCL
- 40 analyses individuelles du Bilan Social supplémentaires à destination des collectivités

### ► Publication du **Panorama départemental de l'Emploi Public Territorial** et réalisation du **Bilan de l'Emploi**

### ► Conception d'outils à destination de la **Direction Expertise juridique et instances consultatives** (calcul du maintien de la rémunération)

 **0,47** ETP


 **31 460 €**

*36 675 € en 2018*



## Missions

- Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat du Conseil de discipline composé de représentants des employeurs et du personnel et présidé par un Magistrat du TA
- En amont des séances, assister les employeurs territoriaux dans la procédure disciplinaire

 0,07 ETP

 12 223 €

6 895 € en 2018

Hausse essentiellement liée aux remboursements de frais de déplacements


- ▶ **13 conseils de discipline**  
(4 en 2018, 2 en 2017, 5 en 2016)
- ▶ **Type de collectivités concernées :**
  - 4 communes
  - 4 EPCI (2 CC et 2 syndicats)
- ▶ **Catégories hiérarchiques des agents concernés :**
  - 7 fonctionnaires de **catégorie C**
  - 5 fonctionnaires de **catégorie B**
  - 1 fonctionnaire de **catégorie A**
- ▶ **Avis prononcés :** 3 révocations, 6 exclusions temporaires de fonctions d'une durée allant de **15 jours à 2 ans**, **1 blâme** (le Conseil de discipline n'a pas émis d'avis de sanction pour 3 agents)

# LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS : DRH-DGS ET SECRÉTAIRES DE MAIRIE

## Missions

- Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités : veille juridique et partage d'expériences
- Réseau DRH et DGS : collectivités employant + de 20 fonctionnaires
- Réseau Secrétaires de mairie : collectivités employant – de 20 fonctionnaires

## DRH-DGS

 0,28 ETP

 25 613 € *24 832 € en 2018*

## Secrétaires de mairie

 0,37 ETP

 29 233 € *18 844 € en 2018*

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel affecté à cette mission

2 réseaux professionnels gérés en Direction Générale :

### ▶ DRH et DGS :

- 3 rencontres
- 264 participants
- Diffusion de 2 fascicules d'actualités

### ▶ Secrétaires de mairie :


- 3 sessions - 18 rencontres proposées sur l'ensemble du territoire (ARTHEZ-DE-BÉARN, SERRES-CASTET, AGNOS, SAUVETERRE-DE-BÉARN et SAINT-JEAN-LE-VIEUX)
- 259 participants

## Missions

→ Communiquer sur les actions du CDG 64

→ Accentuer la dématérialisation des échanges

 0,34 ETP

 24 930 €

24 853 € en 2018

▶ Une communication externe principalement développée via le site Internet :


- Actualisation et suivi du site Internet
- Sensibilisation des collectivités à l'utilisation du site et aux ressources mises à disposition (rencontres du Réseau des Secrétaires de mairie)
- 5 nouvelles pages
- 120 actualités diffusées


▶ Des supports de communication traditionnels : le rapport annuel d'activités des services et les vœux dématérialisés

## Missions

→ Mission facultative  
**créée en avril 2018**

→ Mettre en œuvre un mode alternatif de règlement de certains différends entre un agent et son employeur dans le cadre d'un dialogue constructif

 0,06 ETP

 6 640 €

16 415 € en 2018

*Baisse du coût liée à la formation des médiateurs financée en 2018*

Engagement du CDG 64 dans l'expérimentation jusqu'en novembre 2020 → tiers de confiance auprès des agents et des collectivités


- ▶ 2 agents du CDG formés à la médiation
- ▶ 290 collectivités ont délibéré en faveur de l'expérimentation, dont deux collectivités adhérentes
- ▶ Création d'une rubrique dédiée sur le site Internet, incluant des documents de communication et la possibilité de saisir le Médiateur en ligne
- ▶ 3 médiations conduites en 2019 :
  - 1 médiation a abouti à un accord partiel,
  - 1 autre a été clôturée dès la saisine, la collectivité ne souhaitant pas modifier sa position,
  - La dernière est encore en cours.
- ▶ 4 saisines non recevables en 2019

## Missions

- Mission **créée en 2019**
- Mettre en œuvre le règlement Général de Protection des Données (RGPD)

- ▶ **Convention de partenariat avec LA FIBRE 64**
  - Accompagnement à la mise en conformité des services du CDG 64 au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)
  - Désignation d'un Délégué à la Protection des Données
- ▶ **1 agent du CDG 64 assure la mission de Responsable Informatique et Libertés (RIL)**
- ▶ **Actions menées en 2019 :**
  - Sensibilisation du personnel sur la réglementation en matière de protection des données
  - Questionnaire et entretiens auprès des agents en vue d'établir un état des lieux par service et relever les besoins.
  - Intervention de sensibilisation au RGPD lors du colloque des assistantes sociales des CDG organisé au CDG 64 en 2019

 0,23 ETP

 11 486 €

# LE RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE, LAÏCITÉ ET ALERTE ÉTHIQUE

## Missions

Référent déontologue et laïcité :  
Mission créée au 1<sup>er</sup> janvier 2018

→ Mettre en œuvre un nouveau droit pour les agents publics : le droit de consulter un référent déontologue et laïcité sur des questions relatives à leurs obligations déontologiques (obligation de réserve, laïcité, neutralité, conflit d'intérêt, cumul d'emplois...)

Référent Alerte éthique :

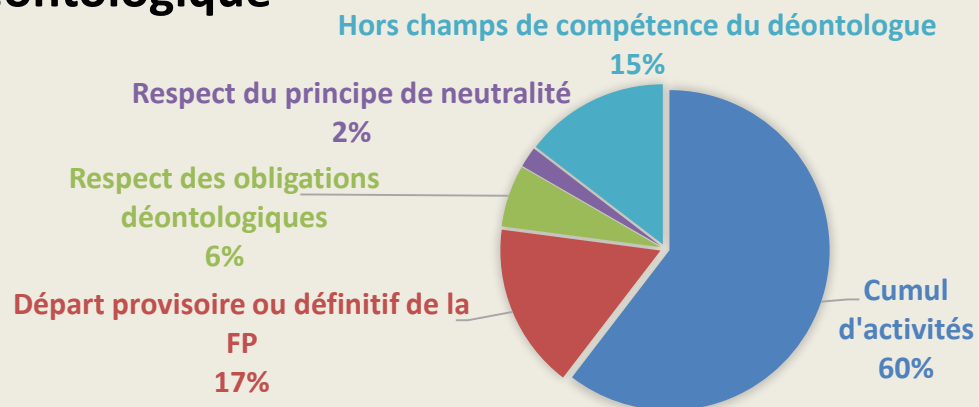
Mission créée au 1<sup>er</sup> septembre 2019

→ Répondre à une obligation de certaines collectivités de mettre en place une procédure de recueil des alertes éthiques

€ 10 750 €

11 250 € en 2018

- ▶ Une redéfinition du **périmètre des missions exercées** : **nouvelle mission Référent Alerte éthique**
- ▶ Une **modification de la réglementation applicable** : des évolutions sur le plan déontologique en matière d'assouplissement des procédures de mobilité dans l'emploi
- ▶ **48 demandes instruites sur le conseil déontologique**



- ▶ **1 saisine du référent Alerte éthique** justifiée par des faits pénalement répréhensibles

# SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



**5,95 Équivalents Temps Plein**

**A : 0,69**

**B : 2,75**

**C : 2,51**

*(7,3 ETP en 2018)*



**808 573 €**

→ *15,5 % des dépenses  
de fonctionnement*


*dont **Fonctions support** :  
6,7 %*

*(860 537 € / 2018)*

## Missions

→ Gérer les ressources humaines du CDG 64

- ▶ **Au 31/12/2018 : 72** agents sur emploi permanent (67 en 2018) : **58** titulaires, **13** contractuels, **1** FMPE
- ▶ **44** agents intervenus sur le Pôle Missions temporaires (13,6 ETP par mois)
- ▶ **267** arrêtés relatifs au personnel
- ▶ **Formations**
  - **83** formations suivies par **75** agents
  - **354 jours** de formation = **4,7 jours** de formation **par agent**
  - Une **mutualisation des formations intensifiée au niveau de la Coopération régionale des CDG** : participation à 8 formations mutualisées (15 participants)

 **1,31** ETP

 **82 085 €**


*80 291 € en 2018*




## Missions

→ Mission créée en 2019 suite à la désignation d'un assistant de prévention au CDG 64

- ▶ Mise en place de la **charte d'utilisation des véhicules**
- ▶ Travail préparatoire à la mise à jour du plan d'évacuation de la Maison des Communes
- ▶ 2 jours de formation continue assistant de prévention

 0,14 ETP


 7 145 €

# LA PAIE ET LA COMPTABILITÉ, LE BUDGET ET LES FINANCES

## Missions

→ Assurer la gestion de la paie, de la comptabilité, du budget et des finances du CDG 64


Paie et comptabilité :

 **0,85 ETP**

 **50 074 €**

*54 709 € en 2018*

Budget et finances :

 **0,18 ETP**

 **13 301 €**

*11 612 € en 2018*

▶ **3 538 écritures comptables**

○ **2 483 mandats**

○ **881 titres de recette**

▶ **1 446 bulletins de paie tous statuts confondus**


▶ **Soutien des services opérationnels en matière financière**


# LA GESTION DE L'ACCUEIL ET DU COURRIER

## Missions

→ Assurer l'accueil général de la Maison des Communes (y compris l'APGL, l'ADM 64 et le CAS départemental)

- ▶ **5 177** visiteurs (+ 1 %)
- ▶ **17 984** courriers expédiés (- 14 %)
- ▶ **12 684** courriers reçus (- 20 %)


 **0,82** ETP


 **51 345 €**

*60 019 € en 2018*

## Missions

- Assurer la maintenance et l'évolution du parc informatique, du réseau, des logiciels et outils associés (téléphonie)
- Développer des applicatifs pour les besoins des services
- Assurer la maintenance du site Internet
- Sécuriser les applications

 1,26 ETP

 74 610 €

104 098 € en 2018

*Baisse du coût liée à l'absence de remplacement d'un informaticien faute de candidats*

- ▶ **79** postes informatiques gérés
- ▶ **Développements** internes à relever : logiciel GRH (PPCR, dématérialisation...) et base documentaire pour le site Internet
- ▶ **7** progiciels gérés + AGIRHE pour certaines instances
- ▶ Plus de **800** interventions pour assister des agents du CDG
- ▶ **Accompagnement** à la **migration** vers le progiciel **Ciril RH**

# LA MAINTENANCE MDC ET LA GESTION DES PRESTATAIRES

## Missions

- Intervenir pour le compte des besoins de la structure
- Assurer la gestion des prestataires divers


Maintenance :


 **1** ETP

 **56 155 €**

*47 776 € en 2018*

Gestion des prestataires :

 **0,19** ETP

 **11 519 €**

*9 704 € en 2018*

- ▶ Parc automobile :  
**32** véhicules gérés (APGL et CDG)
- ▶ + **de 750** interventions annuelles (petites opérations de maintenance, reprographie interne...)
- ▶ **11** déménagements/aménagements de bureaux
- ▶ Suivi des différents prestataires : espaces verts, alarmes, ascenseurs...

## Missions

→ Effectuer le tri et le classement les archives du Centre de Gestion

- ▶ Mission effectuée par 1 archiviste du CDG



0,06 ETP



3 339 €


3 812 € en 2018


## Missions

→ Nouvelle mission créée en 2019

mission créée

- ▶ Recherche documentaire sur l'archivage électronique
- ▶ Élaboration de cette nouvelle mission
- ▶ Création d'un partenariat avec la Fibre 64 et les Archives Départementales des Pyrénées-Atlantiques

 0,02 ETP

 893 €

# LA REPROGRAPHIE POUR LES COLLECTIVITÉS

## Missions

→ Assurer la reprographie de documents pour des collectivités et pour des besoins en interne

- ▶ 15 communes ont sollicité le CDG pour la mise en page et l'édition de bulletins municipaux
- ▶ Reprographie pour des besoins internes à la Maison des Communes (hors CDG) : APGL, ADM 64...



0,06 ETP



4 247 €

3 702 € en 2018

Mission facultative (avec financements propres)



## Missions

→ Assurer la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi



0,03 ETP



113 558 €

*130 130 € en 2018*

Recettes : 80 220 € (collectivité)  
+ 163 559 € (clôture du budget annexe régional –ancien périmètre aquitain)

Reversement à venir de l'excédent au CDG 33 :


9 844 € (enveloppe coopération régionale)

- ▶ **1** FMPE géré au 31 décembre 2019 :
  - **1** agent de catégorie A : ancien Directeur Général des Services d'une commune
  - Pris en charge depuis le 1<sup>er</sup> mai 2017
  - Début de mission dans le cadre de la convention avec le FIPHFP (*axe recrutement d'apprentis disposant de la reconnaissance d'un handicap*)

## Missions

→ Suite aux élections professionnelles de décembre 2014, les conditions d'exercice du droit syndical pour les organisations syndicales représentatives ont été définies

→ Nouvelles conventions signées qui concernent exclusivement les personnels des collectivités affiliées

 0,05 ETP

 340 295 €

354 868 € en 2018

- ▶ 6 organisations syndicales : CFDT, CGT, FO, SD64-UNSA, SUD et LAB
- ▶ 168 demandes de remboursement de décharges de services
- ▶ 52 demandes de remboursement d'autorisations d'absence
- ▶ 16 demandes diverses des organisations syndicales dans le cadre de la convention : commandes de matériel, tirages...

# DIRECTION EMPLOI ET RECRUTEMENT



**16,54 Équivalents Temps Plein**

**A : 1,04**

**B : 1,62**

**C : 1,52**

**+ Agents contractuels PMT :  
12,36**

*(26,18 ETP en 2018)*



**1 406 297 €**

*→ 26,9 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 522 938 € en 2018)*

# PÔLE RECRUTEMENT




**209 539 €**

## Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

 2,22 ETP

 160 668 €

138 294 € en 2018

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel affecté à cette mission

- ▶ **151** accompagnements "complets" → + 18 % par rapport à 2018 et + 132 % par rapport à 2016
- ▶ **74 %** → accompagnements de communes (dont 58 % = communes de – de 1 000 habitants)
- ▶ **Légère hausse** pour les postes de catégorie A, plus prononcée pour ceux de catégorie C (68 %)
- ▶ **Net recul des accompagnements dans la filière administrative (46 % contre 58 % en 2018)** au profit des autres filières, dont la filière technique
- ▶ **Augmentation des accompagnements partiels** : 9 commissions de sélection, 9 tris de CV et 10 élaborations d'avis de recrutement
- ▶ Baisse continue de la part des recrutements de secrétaires de mairie, adjoints au secrétaire de mairie ou DGS : **28 % des recrutements accompagnés (37 % en 2017)**

**Zoom** ⇨


## La poursuite du développement quantitatif et qualitatif de la prestation

- ▶ **Plus du doublement du nombre d'accompagnements effectués en trois ans** (notamment nouvelles collectivités faisant appel au Pôle et « fidélisation » de collectivités de taille intermédiaire)
- ▶ En fonction du contexte propre à chaque recrutement, proposition d'**accompagnements qualitatifs spécifiques** :
  - Approfondissement du cadrage du besoin et accompagnement à la réflexion sur l'organisation de la collectivité,
  - Participation à un 2<sup>nd</sup> entretien, le cas échéant en incluant des mises en situations pratiques,
  - 4 participations à un entretien préalable à la prise de poste,
  - 5 rendez-vous de suivi du recrutement en collectivité : un point individualisé avec la collectivité et l'agent recruté sur la prise de poste, les objectifs à atteindre...
- ▶ Des sollicitations toujours importantes de la part de candidats non retenus avant ou après entretien : **45 réponses individualisées ont été apportées**

# LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

## Missions

- Mission créée en 2016
- Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

 0,25 ETP

 27 753 €

40 209 € en 2018

Financement FIPHFP =  
50 068 €

- ▶ **Renouvellement** de la formation au métier d'**Agent polyvalent administratif et comptable** pour les collectivités de moins de 1 000 habitants
  - Formation en alternance
  - **490 heures** : 210 h en centre de formation et 280 h en collectivité
- ▶ **5 Partenaires** : Région Nouvelle-Aquitaine, **GRETA-CFA Aquitaine (nouveau partenaire)**, Pôle Emploi et Cap Emploi Béarn et Pays Basque
- ▶ **2 financeurs** : le FIPHFP et la Région Nouvelle-Aquitaine
- ▶ **Possible prise en charge par le FIPHFP du temps passé par les tuteurs de stage** **Zoom** ⇨


- ▶ **1 session organisée** en Béarn (*septembre 2019 / janvier 2020*)
- ▶ **13 participants sélectionnés** à l'issue d'un processus mêlant un dossier de candidature (CV et lettres), des tests écrits et un entretien individuel
- ▶ **25 collectivités d'accueil** pour les stages pratiques
- ▶ **Les 13 participants ont obtenu leur attestation de compétences, et ont passé en complément les certifications TOSA** (compétences informatiques) **et Voltaire** (orthographe et grammaire)
- ▶ À l'issue de la formation, **de très bons résultats d'insertion professionnelle** :
  - ▶ **8 en emploi en collectivité**, sur emploi permanent ou en CDD
  - ▶ **4 pour le CDG**, dont 3 pour le Pôle Missions territoriales
  - ▶ **1 est en CDD dans le secteur privé**





## Missions

→ Partenariat avec l'UPPA et les CDG du Bassin des Pays de l'Adour : proposer aux employeurs territoriaux des candidats formés aux métiers de secrétaire de mairie et de cadre administratif territorial

 0,12 ETP

 30 239 €

37 228 € en 2018

### ▶ DU MAGT (créé en 2008)

- 4 CDG partenaires
- 23 étudiants (session 2018-2020)
- 21 étudiants (session 2019-2021)
- 396 h de cours
- Coût de la subvention du CDG 64 à l'UPPA : 10 974 € pour chacune des deux sessions

### ▶ DU Cadre territorial (créé en 1999)

- 3 CDG partenaires
- 15 étudiants (session 2018-2020)
- 12 étudiants (session 2019-2021)
- 64 h de cours
- Coût pour le CDG 64 : 1 760 € pour chacune des deux sessions

**Zoom** ⇨

Enquête diffusée par courriel 8 mois après la fin de la formation

▶ **DU MAGT – 20 étudiants – 17 pour lesquels nous avons des informations :**

○ **Insertion professionnelle :**

- 16 travaillent en collectivité ou pour le PMT
- 1 en CDI dans le secteur privé

○ **Concours :**

- 1 personne uniquement admissible au concours de rédacteur territorial
- 2 lauréats du concours de rédacteur territorial
- 1 lauréat du concours de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe

▶ **DU Cadre territorial – 15 étudiants – 5 pour lesquels nous avons des informations :**

○ **Insertion professionnelle :**

- Les 5 répondants sont en poste dans la FPT

○ **Concours :**

- 1 personne uniquement admissible au concours de rédacteur territorial
- 1 lauréat du concours de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe

# PÔLE CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS





**435 945 €**

# L'ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

## Missions

→ Organiser les concours et les examens professionnels

 3,41 ETP

 366 178 €

432 256 € en 2018

Recettes : 388 343 €

*dont reversement du CDG 33 pour les opérations transférées 160 191 € et clôture du budget annexe régional reversement de 88 275 €*

Dépenses : remboursements

Conventions concours/examens professionnels et paiement des intervenants

## CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

- ▶ 4 concours (**95** postes)
- ▶ 3 examens professionnels
- ▶ Centre d'épreuves écrites pour **1** concours organisé par le CDG 40 (rédacteur territorial)
- ▶ **922** candidats inscrits – **553** présents
- ▶ **12** listes d'aptitude gérées : **143** lauréats
- ▶ **15** inscrits pour une 4<sup>ème</sup> année
- ▶ **16** lauréats radiés

# LA GESTION DE LA BOURSE DE L'EMPLOI

## Missions

→ Assurer une large diffusion des offres et demandes d'emploi afin de mettre en relation les employeurs territoriaux et les demandeurs d'emploi (via le portail Internet SET)

- ▶ **334** personnes à la recherche d'emploi : **+ 37 %**
- ▶ **871** offres d'emploi : **+ 10 %**
- ▶ **77 %** des inscrits sur le SET sont demandeurs d'emploi ou fonctionnaires
- ▶ **58 %** des demandes d'emploi concernent la catégorie C
- ▶ **10** appels concernant uniquement le SET



**0,33** ETP



**19 484 €**

*19 591 € en 2018*

## Missions

→ Promouvoir l'emploi public territorial

→ Mener des actions d'information auprès de candidats à un emploi public, lauréats de concours et agents des collectivités

→ Renseigner le public



**0,50 ETP**



**41 161 €**

*36 942 € en 2018*

## ▶ INTERVENTIONS

- 5 interventions en établissements de formation : **118** participants
- 3 interventions à l'UPPA : **43** participants
- 3 interventions avec des acteurs de l'emploi et de l'insertion professionnelle : **35** participants (conseillers Cap Emploi et AGEFIPH)
- 1 forum : **18** participants

## ▶ SÉANCES D'INFORMATION

- 6 séances - examens professionnels de catégorie C : **195** participants
- 2 réunion d'information pour les lauréats de concours : **15** participants
- **17** rendez-vous individuels d'accompagnement à la recherche d'emploi et à la rédaction de CV et lettres de motivation

## Missions

→ Promouvoir l'emploi public territorial

→ Mener des actions d'information auprès de candidats à un emploi public, lauréats de concours et agents des collectivités

→ Renseigner le public



0,50 ETP



41 161 €

36 942 € en 2018

## ▶ RENSEIGNEMENTS FPT


- **1419** appels, **74** courriers et **590** courriels envoyés
- **Des chiffres en évolution :**
  - 86 appels en moins (- 3,86 %)
  - 11 courriers en plus (+ 17,46 %)
  - 69 courriels en plus (+13,24 %)


} par rapport à 2018
- **Retour à la hausse de cette activité en 2019, après une baisse en 2018**

## Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

- ▶ **Deux agents** de la Direction Emploi et recrutement **formés au Conseil en évolution professionnelle**
- ▶ **Mise en place d'un groupe de travail régional emploi / mobilité**
- ▶ **Expérimentation en transversalité** avec les autres Directions
- ▶ **23 agents accompagnés :**
  - **¾ d'agents de catégorie C**
  - **43 % de la filière médico-sociale ou animation**
  - **½ des accompagnements en 1 RDV**
- ▶ **Lien fait avec la collectivité** si l'accompagnement se poursuit au-delà d'un rendez-vous

 0,09 ETP


 9 122 €




## Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

- ▶ Accompagnement spécifique dans le cadre du **nouveau dispositif de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)**
- ▶ Élaboration d'**outils juridiques et pratiques** pour accompagner les collectivités et création d'une rubrique sur le **site Internet**
- ▶ Réflexion sur les **outils et partenariats** à mobiliser pour la mise en œuvre :
  - Aides du **FIPHFP**
  - Lien avec le **GRETA – formation CléA**
- ▶ **5 personnes éligibles** en 2019 :
  - **3 agents ont refusé**
  - **1 accompagnement en cours**
  - **1 dossier en suspend**
- ▶ **4 adjoints techniques et 1 auxiliaire de soins**

 0,09 ETP

 9 122 €

# PÔLE MISSIONS TEMPORAIRES



**749 736 €**

## Missions

→ Assurer la continuité des services en remplaçant en collectivité un agent momentanément absent ou pour faire face à un accroissement temporaire d'activité



**13,66 ETP**



**599 577 €**

678 017 € en 2018


Mission facultative (avec financements propres) excédentaire de 3 777 €

- ▶ **127** employeurs territoriaux ont sollicité le Pôle (149 en 2018, soit **-14 %**)
- ▶ **48** agents différents intervenus sur le Pôle :
  - En moyenne **19 agents chaque mois de la filière administrative et 5 de la filière sanitaire et sociale**
  - **13,66 ETP** (*fonctionnaires et contractuels*)
- ▶ Répartition par type de collectivités :
  - **74 % des interventions en communes**, dont 31% dans des communes de moins de 500 habitants,
  - 19 % dans des intercommunalités,
  - 6 % dans des Agences postales communales.
- ▶ **22 784 heures d'intervention facturées** (26 986 en 2018, soit - **15,5 %**), dont **90 % relevant de la filière administrative**
- ▶ **18** agents du PMT ont trouvé un poste pérenne

## Missions

→ Réaliser, à la demande des collectivités, des prestations d'archivage : tri, classement, éliminations, formation des agents, conseils en organisation de classement et gestion de l'espace.

 3,20 ETP

 150 159 €

*140 396 € en 2018*

Mission facultative (avec  
financements propres)  
déficitaire de 12 300 €  
*(29 424 € en 2018)*

- ▶ 3 archivistes jusqu'au 08/09/2019, puis 4 archivistes
- ▶ Mise en application de la **nouvelle convention au 01/01/2019** : création de la **mission 3 (mise à jour de classement)**
- ▶ 20 états des lieux réalisés (13 en communes et 7 en EPCI)
- ▶ 19 interventions en collectivités (15 en communes et 4 en EPCI) = **450,50 jours** d'intervention (+ 14%)
- ▶ 4 interventions pour la **mise jour** de classement = **38,50 jours** d'intervention (+ 24 %)

# DIRECTION EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES



**20,79 Équivalents Temps Plein**

**A : 8,95**

**B : 3,90**

**C : 7,94**

*(19,98 ETP en 2018)*



**1 389 912 €**

*→ 26,6 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 287 255 € en 2018)*

# PÔLE GESTION STATUTAIRE



**475 994 €**

# LA GESTION DES DOSSIERS INDIVIDUELS DES FONCTIONNAIRES

## Missions

→ Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées

→ S'assurer de la conformité des actes transmis

→ Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi

- ▶ **9 700** dossiers de fonctionnaires gérés (+ 47 /2018)
- ▶ **1 344** projets d'arrêtés rédigés pour les collectivités (non automatisés)
- ▶ **14 450** évènements de carrières saisis dans le logiciel « Carrière/RH » :
  - **11 545** évènements automatisés
  - **2 905** évènements saisis manuellement
- ▶ **7 868** arrêtés des collectivités contrôlés
- ▶ Numérisation – **GED** :
  - **2 121** consultations transmises par les services du CDG pour numérisation
  - **Près de 36 000 feuilles numérisées** (arrêtés, tableaux d'avancement de grade, dossiers de promotion interne...)

 **3,74** ETP

 **202 677 €**

*178 308 € en 2018*

# LA GESTION DES DOSSIERS INDIVIDUELS DES FONCTIONNAIRES

## Missions

- Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis
- Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi

- ▶ Poursuite de la réforme du PPCR au 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - **73** grilles indiciaires créées dans le logiciel « Carrière/RH »
  - **30** fiches « cadres d'emplois » mises à jour pour insertion sur le site Internet
  - **3 598** projets d'arrêtés de revalorisation produits pour les collectivités (automatisés)
- ▶ Contrôle de **2 667** Déclarations de Vacance d'Emploi (↗ + 8,24 % / 2018)

 **3,74** ETP

 **202 677 €**

*178 308 € en 2018*



# LA GESTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)

## Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat et l'animation des CAP (A, B et C) obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision à portée individuelle

14 réunions des CAP dont 3 réunions d'installation suite aux élections professionnelles en 2018


▶ **1 185** dossiers traités (hors promotion interne) dont :

- **711** avancements de grade (↘ de 17,42 % par rapport à 2018)
- **267 dossiers** : demandes de disponibilité

▶ **Traitement de la promotion interne**

- **164** postes ouverts
- **220** dossiers examinés (+ 18,92 % / 2018)
- **92** postes attribués (+ 26,03 % / 2018)

▶ **566** projets d'arrêtés élaborés pour les collectivités (non automatisés)

 **1,60** ETP

 **109 033 €**

*111 026€ en 2018*

# LA GESTION DES DOSSIERS DES CONTRACTUELS

## Missions

- Assurer la tenue des dossiers des agents contractuels employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis

## Coût mission

 0,55 ETP

 36 362 €


- ▶ **2 255 agents contractuels gérés** dont 343 en CDI
- ▶ **1 371 dossiers créés** (agents nouvellement recrutés)
- ▶ **884 renouvellements** de contrats
- ▶ **19 CDI conclus**
- ▶ **Logiciel AGIRHE : 4 405 évènements** (contrats, renouvellements, démissions...) saisis manuellement
  - Près de **4 301** relatifs aux contractuels de droit public
  - Près de **104** relatifs aux contractuels de droit privé (contrats aidés)

# LA GESTION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES

## Missions

- Compétence pour l'ensemble des agents contractuels de droit public
- Saisine pour avis par les collectivités sur des dossiers intéressant les situations individuelles de leurs agents contractuels.
- Saisine directement par les agents contractuels lorsque les textes le prévoient.

- ▶ 8 réunions des CCP :
  - 3 réunions d'installation des instances suite aux élections professionnelles en 2018 (**CCP A, CCP B et CCP C**)
  - **CCP A : 1** réunion
  - **CCP C : 4** réunions
  - **Pas de réunion de la CCP B**
- ▶ 7 dossiers traités toutes CCP confondues dont :
  - 2 dossiers de licenciement dans l'intérêt du service
  - 5 dossiers de licenciement pour inaptitude définitive aux fonctions

 0,19 ETP


 17 906 €

# L'ASSISTANCE JURIDIQUE

## GESTION STATUTAIRE / CONTRACTUELS

### Missions

- Conseiller les employeurs dans toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absence, disponibilité...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

 **1,40** ETP

 **94 272 €**

*87 797 € en 2018*

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel

### ▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

↘ **- 7 % / 2018**

- **5 646** consultations (téléphone, courriel, courrier) :
  - **2 974** consultations → Expertise statutaire
  - **1 989** appels → Déclarations de Vacances d'Emploi
  - **683** consultations → organisation des CAP et CCP

### ▶ PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS

- 1 906 courriels
- 3 740 appels téléphoniques


# PÔLE EXPERTISE JURIDIQUE




**430 571 €**

## Missions

- Assurer le secrétariat et l'animation du CT/CHSCT intercommunal consulté pour avis sur les questions collectives liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités ainsi qu'aux conditions de travail
- Collectivités employant – de 50 agents

 **1,47** ETP

 **113 442 €**

*164 914 € en 2018*

Baisse liée essentiellement à aux frais de personnel (-0,86 ETP) et à la dématérialisation

Près de **800** collectivités et établissements publics relèvent du CT/CHSCT Intercommunal

➔ **Finalisation – dématérialisation** : logiciel AGIRHE

▶ **15** réunions organisées au total (↗ + 7 / 2018) :

- **1** réunion d'installation suite aux élections professionnelles en 2018
- **7** réunions du CHSCT - **7** dossiers (- 6 dossiers / 2018)  
→ 4 réunions en 2018
- **7** réunions du CTI - **403** dossiers (+ 24 dossiers / 2018)  
→ 4 réunions en 2018

*dont* **4** réunions **annulées** (2 CTI/2 CHSCT)

## Missions

- Conseiller les employeurs en matière de gestion du personnel : temps de travail, rémunération, régime indemnitaire...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...



**2,20 ETP**



**159 754 €**

*133 678 € en 2018*

Hausse liée essentiellement à  
aux frais de personnel  
(+ 0,31 ETP)


## TOTAL DES CONSULTATIONS

	ECHANGES TELEPHO -NIQUES	COURRIELS	AUTRES (courriers, déplacements collectivités, RDV au CDG)	TOTAL
Expertise juridique (hors CTI)	2 873	1 409	49	<b>4 331</b>
Expertise juridique CTI	567	206	22	<b>795</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 440</b>	<b>1 615</b>	<b>71</b>	<b>5 126</b>

- **40** RDV élus CDG/déplacements en collectivités (9 en 2018)
- **960** consultations → Rémunérations (**22 %**)
- **760** consultations → Recrutement (**17,5 %**)
- **480** consultations → Temps de travail (**11 %**)
- **170** consultations → Discipline (**4 %**)

## Missions

→ Conseiller les employeurs en matière de gestion des contrats de droit privé

 0,16 ETP

 23 576 €

11 447 € en 2018

Financement FIPHFP = 95 628 €

(20 221 € en 2018)

## ▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

CONTRATS AIDÉS	APPRENTISSAGE	CEE + STAGE ENSEIGNEMENT + SERVICE CIVIQUE	TOTAL
135 (+ 24)	36 (+ 13)	44 (+ 18)	215 (+ 55)

## ▶ Actions de promotion de l'apprentissage

- 1 offre d'apprentissage diffusée sur le site [www.apprentissage-nouvelle-aquitaine.info](http://www.apprentissage-nouvelle-aquitaine.info)
- Campagne de communication et relais d'information des partenaires (CFA, FIPHFP...)
- Développement du réseau professionnel par des rencontres avec les partenaires, notamment de l'apprentissage aménagé : organismes consulaires, CFA et CFA inclusif, Cap Emploi, FIPHFP...
- Promotion-Apprentissage aménagé : 2 accompagnements de recrutement d'apprentis



## Missions

- Accompagner les employeurs territoriaux dans la réorganisation de service, le changement, la rédaction d'outils, la mise en place des entretiens professionnels...
- Mettre à disposition des outils opérationnels (règlement intérieur type...)



**0,50 ETP**



**36 756 €**

*17 796 € en 2018*

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel (+ 0,26 ETP)

- ▶ Mission réalisée en **transversalité/approche pluridisciplinaire** avec interventions possibles d'experts des différentes directions du CDG 64 en fonction des besoins des collectivités
- ▶ Près de **30** interventions
  - Problèmes d'organisation, de conflits, redéfinition des missions d'agents, élaboration de planning, entretiens professionnels, fiches de poste, régime indemnitaire...
    - **19** collectivités - **137** agents
    - **42** déplacements
    - + **d' 1/3** des interventions → situations conflictuelles/difficultés relationnelles
    - + **de 20 %** des interventions → réorganisations de services
- ▶ Plus de **80** consultations : **43** consultations téléphoniques - **36** courriels - **5** RDV CDG

# INFORMATION - DOCUMENTATION ET COMMUNICATION → DEJIC – 3 PÔLES

## Missions

→ Mener des actions d'information et de formation auprès des élus, professionnels RH...



1,56 ETP



116 292 €

– Pôle Expertise juridique :

87 418 €

– Pôle Gestion statutaire :

15 742 €

– Pôle Protection sociale et retraite :

13 132 €

101 754 € en 2018

	PEJ	PGS	PPSR	TOTAL
Bulletin Le Personnel Territorial	1 bulletin par mois Site Internet + courriel à l'ensemble des collectivités			
Notes/guides créés actualisés	12	14	/	26
Modèles d'actes créés/actualisés	6	21	11	38
Site internet Rubriques et Pages créées	2 nouvelles pages + 1 nouvelle rubrique/ Loi TFP	7	3	13
Site internet Actualités	18	16	3	37
Diaporamas – supports pédagogiques	SM = 2 GC = 1 DGS/DRH = 1	SM = 2 GC = 1	SM = 1 DGS/DRH = 1 Colloque des AS = 1	10
<b>TOTAL</b>	<b>43</b>	<b>61</b>	<b>20</b>	<b>124</b>

→ **Accompagnement des collectivités dans la mise en œuvre de la loi de Transformation Fonction Publique – 6 août 2019**

- ▶ **4** séances d'informations/réseaux à l'adresse des collectivités → **Secrétaires de mairie et DRH/DGS**
- ▶ **2** diaporamas élaborés et diffusés aux collectivités
- ▶ **1** nouvelle rubrique sur le site Internet – **CDG 64**
  - **+ de 20** textes publiés au fil de leur publication (loi, projets de décrets et décrets)
  - **8 fiches thématiques** élaborées au niveau de la coopération régionale des CDG – Nouvelle Aquitaine (CDG 64 : élaboration d'1 fiche)
  - Diffusion de **documents d'analyse** (FNCDG)
  - Rédaction de **notes**
  - **Actualités** diffusées au fil de l'eau sur le site Internet
  - Réponses à des **consultations**

## Missions


- Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités et assurer une veille juridique statutaire
- Collectivités employant + de 20 fonctionnaires

▶ 2 sessions (Mars – Septembre)

▶ 6 rencontres (PAU – ANGLET)

▶ 107 agents


▶ Supports pédagogiques et transmission par courriel aux participants : **2 diaporamas**


 0,14 ETP

 9 623 €

## Missions

→ Assister les collectivités qui le demandent dans le calcul des allocations pour perte d'emploi pour leurs collaborateurs qui perdent leur emploi

 0,45 ETP

 49 630 €

36 336 € en 2018

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (+ 0,26 ETP)

- ▶ **39** dossiers suivis mensuellement (-3 dossiers par rapport à 2018)
- ▶ **327** actualisations de dossiers (interventions sur les dossiers)
- ▶ **22** études réalisées pour l'ouverture d'un droit, une reprise ou un rechargement de droits (-6 études par rapport à 2018)
- ▶ **4** simulations de droit
- ▶ **36** collectivités accompagnées (calcul mensuel des allocations : + 6 collectivités par rapport à 2018 dont 1 collectivité non affiliée)
- ▶ Près de **160** consultations
  - ≈ 100 renseignements téléphoniques
  - ≈ 60 consultations par courriel

# PÔLE PROTECTION SOCIALE ET RETRAITE



**483 346 €**

## Missions

- Gestion du secrétariat du comité médical départemental
- Composé de médecins agréés par le Préfet
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique non liée à l'activité professionnelle : droits à congés de maladie des agents et leur situation médicale à l'issue de ces congés

- **12** réunions (1 par mois)
- **971** dossiers examinés (+ 63 dossiers / 2018)
- Environ **81** dossiers par réunion
- **54 %** des dossiers = collectivités affiliées  
**46 %** des dossiers = collectivités adhérentes

 **1,57** ETP

 **93 538 €**


*88 404 € en 2018*

# LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE RÉFORME

## Missions

- Gestion du secrétariat de la commission départementale de réforme
- Composée de médecins agréés, de représentants de l'Administration et du personnel
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de travail, mise à la retraite pour invalidité...)

- ▶ **15** réunions :
  - 1 à 2 par mois
  - + 2 réunions / 2018
- ▶ **286** dossiers examinés (+ 8 dossiers / 2018) : environ **19** dossiers par réunion
- ▶ **41 %** des dossiers = collectivités affiliées  
**59 %** des dossiers = collectivités adhérentes

 **1,16** ETP

 **77 381 €**



*70 052 € en 2018*



# LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL CONSTITUTION / CONTRÔLE DES DOSSIERS

## Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
  - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

 **1,54 ETP**  
 **85 678 €**

*64 714 € en 2018*

Subvention CNRACL = 10 680 €


- ▶ **218** dossiers traités dont :
  - **151** dossiers de retraite (- 10 dossiers / 2018)
  - **69** dossiers de validation de service (- 85 dossiers / 2018)
- ▶ **Consultations - Retraite :**
  - Suivi des dossiers retraite : **1 005** consultations
  - Suivi des dossiers de validation de service : **119** courriers ou courriels envoyés

# LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL INFORMATION / FORMATION

## Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
  - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

 0,87 ETP

 48 890 €


47 894 € en 2018


Subvention CNRACL = 6 800 €

- ▶ **Permanence retraite 2019 = collectivités de + de 100 fonctionnaires - CNRACL :**
  - 172 agents reçus en rendez-vous
  - 10 collectivités concernées
- ▶ **20 estimations de pension de retraite hors permanence :**  
→ rendez-vous au CDG
- ▶ **170 arrêtés des collectivités pointés relatifs à la retraite**
- ▶ **475 consultations - Réglementation retraite**

## Missions

- Conseiller les employeurs sur les questions de protection sociale
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

 1,36 ETP

 92 510 €

54 903 € en 2018

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (+ 0,50 ETP)

## ▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

**4 114** consultations (téléphone, courriel, courrier, rendez-vous au CDG, déplacements) :

→ **1 417** consultations → expertise juridique protection sociale : **92 % pour les collectivités affiliées**

→ **2 697** consultations → instances médicales : environ **38 % pour les collectivités adhérentes**

▶ **494 arrêtés pointés** pour les collectivités affiliées relatifs aux positions d'inaptitude physique

## ▶ PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS

○ **2 702** consultations téléphoniques (66 % des consultations)

○ **1 376** courriels


○ **27** renseignements par courrier (situations complexes)

○ **9** rendez-vous : élus et services RH (dossiers particuliers)

# LA GESTION DU CONTRAT-GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE – SOFAXIS/CNP

## Missions

- Négocier et proposer aux employeurs territoriaux un contrat dit "groupe" afin qu'ils obtiennent le remboursement de prestations versées aux agents ou à leurs ayants droits en cas d'indisponibilité physique ou de décès
- CDG 64 : interface entre les collectivités et l'assureur

 0,35 ETP

 22 406 €

1 189 € en 2018

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (+ 0,33 ETP)

## ▶ Contrat groupe 2017-2020

- Contrat de 4 ans avec la CNP (assureur) et SOFAXIS (courtier) – fin 31/12/2020
- **453** collectivités associées à la démarche en 2017
- **507** collectivités adhérentes au 15 mars 2019 :
  - **466** collectivités de moins de 30 fonctionnaires CNRACL
  - **41** collectivités de plus de 30 fonctionnaires CNRACL

## ▶ Travail préparatoire - Renouvellement du marché – Contrat groupe 2021-2024

- Relance des collectivités pour confier mandat au CDG 64 : **574 collectivités ont délibéré**
- Recueil des besoins - Collectivités de plus de 30 fonctionnaires : **50 collectivités**

# DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



**18,51 Équivalents Temps Plein**

**A : 15,87**

**B : 1,64**

**C : 1**

*(18,27 ETP en 2018)*



**1 490 594 €**

*→ 28,5 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 409 288 € en 2018)*



- ▶ **Nouveau modèle économique : facturation de certaines prestations**
  - ▶ **Prestations mutualisées (tarif de 65 € par an et par agent) :**
    - Surveillance médicale et action sur le milieu professionnel
    - Information, sensibilisation et conseil
    - Animation des réseaux assistants et conseillers de prévention
    - Accompagnement social
    - Soutien psychologique
  - ▶ **Prestations sur mesure (400 € par jour)**
    - Interventions en ergonomie ou prévention
    - Interventions sur les risques psycho-sociaux
    - Formations / sensibilisation en intra
    - Rédaction du document unique
- ➔ **Engagement d'une démarche de communication avec un prestataire extérieur**
- ➔ **Convention spécifique pour les collectivités non affiliées**

- ▶ **583** collectivités et établissements publics adhérents à la convention Santé et conditions de travail au 31 décembre 2019 dont **4 collectivités non affiliées** au CDG 64
  
- ▶ **13 299** agents suivis en collectivités
  - Collectivités : **4 479 SMP** (33,7 %)
  
- ▶ État : **3 255** agents suivis pour **22** conventions
  - **478 agents en Surveillance Médicale Particulière SMP** (14,7%)

# PRESTATIONS MUTUALISÉES



# PÔLE MÉDICO-SOCIAL



**1 033 211 €**

## Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé



6,07 ETP



566 438 €

580 370 € en 2018

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel

## Financement :

71,5 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)

- ▶ **8 853** visites médicales et entretiens infirmiers :
  - **3 999** visites médicales périodiques
  - **3 252** visites médicales particulières (embauche, reprise, à la demande...) pour **2 411 agents uniques**
  - **1 602** entretiens infirmiers dont **28** Visites d'information et de Prévention pour les contrats de droit privé et **55** entretiens infirmiers par délégation du médecin
  
- ▶ **5 713** avis favorables
- ▶ **1 564** avis autres (aménagement de poste, avis défavorable...) → plus de lien avec les collectivités
  
- ▶ **90 %** de présence des agents aux visites médicales
  
- ▶ **69** centres de visites utilisés (dont 31 lycées)
  
- ▶ **144** rapports rédigés par les médecins pour le Comité médical et la Commission de réforme
  
- ▶ **65 622** kilomètres effectués par les médecins et infirmières en santé au travail pour les visites médicales, l'action sur le milieu professionnel et les réunions au CDG



- ▶ Un personne supplémentaire en 2019 sur le secrétariat
- ▶ Baisse de l'absentéisme :
  - 17 % en 2018
  - 10 % en 2019
- Relances systématiques
- Remplacement systématique des créneaux annulés
- ▶ Assistance administrative des médecins : rédaction de courriers et rapports pour les médecins


# LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES AGENTS

## FONCTION SUPPORT

### Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 **6,07** ETP

 **566 438 €**

*580 370 € en 2018*

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel

### Financement :

*71,5 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)*

- ▶ **9 783** convocations envoyées
- ▶ **650** scans de documents médicaux
- ▶ Conseil technique au quotidien (facturation, portail, différents types de visites...)
- ▶ **Formations agents**
  - ▶ Formation Collaborateurs pour 4 médecins
- ▶ **Au quotidien**
  - Réunion de coordination médecins / infirmières hebdomadaire
  - **8** réunions de pôle

## Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 **3,01 ETP**

 **292 135 €**

*228 208 € en 2018*

### Financement :

**100 %** = *Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire*

*(collectivités adhérentes)*

Subvention FIPHFP :

**171 808 €**

**308** actions sur le milieu professionnel (301 en 2018) effectuées par les médecins et infirmières dont :


- ▶ Participation à **126** Cellules santé
- ▶ Participation à **38** réunions de CHSCT
- ▶ **56** études d'aménagement de poste / conseils sur poste de travail
- ▶ Participation à **32** réunions de travail : RPS, sensibilisation suicide dans le milieu de travail, entretiens, rencontres diverses
- ▶ **2** actions de sensibilisations : **2** sur les risques du travail sur écran
- ▶ **9** propositions / avis sur des sollicitations spécifiques / rédaction de rapport d'intervention
- ▶ **5** mises à jour de fiches professionnelles
- ▶ **40** visites de locaux
- ▶ Liens médecins / infirmières pluriquotidiens avec les collectivités (téléphone / mail)


Intervention de l'équipe pluridisciplinaire sur **21 études d'aménagement de poste**

- ▶ **Intégré dans le socle de la convention**
- ▶ **Accroissement important de l'accompagnement individuel des agents :**
  - **Développement des permanences sociales**
    - **232 permanences sur 18 sites en 2019**
    - **190 permanences sur 8 sites en 2018**
  - **Développement des permanences de soutien psychologique**
    - **178 jours en 2019 sur 13 sites sur le département en 2019**
    - **157 jours en 2018**
  - **Développement des cellules santé : Cellules santé développées dans 30 collectivités (24 collectivités en 2018)**

## Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

 2,99 ETP

 174 637 €

133 402 € en 2018

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel : Recrutement d'une assistante sociale en mai 2019

## Financement :


47,4 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 662 agents suivis en 2019 (+ 23 % par rapport à 2018)
  - 34 % Hommes et 66 % Femmes
  - 88 % catégorie C
  - 51 % agents en arrêt de travail, 47 % en activité et 9 % autre
- ▶ 331 nouveaux dossiers (50 %), 101 réouvertures (15 %) et 35 % de dossiers de 2018
- ▶ 46 % des dossiers ont été clôturés en cours d'année
- ▶ Type d'accompagnement
  - 70 % avec cumul professionnelle, 15 % uniquement personnelle et 15 % avec cumul difficultés personnelles et santé
  - 6 % en situation de conflit
  - 90 % accompagnements "longs"
- ▶ 169 collectivités concernées
  - 317 agents de collectivités plus de 100 agents (48 %)
  - 232 agents de collectivités entre 20 et 100 agents (35 %)
  - 113 agents de collectivités de moins de 20 agents (17 %)
- ▶ 40 % des dossiers orientés par un médecin/infirmière, 24 % par collectivité, 2 % psy, 9 % autre et 25 % démarche personnelle

## Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

 **2,99 ETP**

 **174 637 €**

*133 402 € en 2018*

Hausse liée essentiellement aux frais de personnel : Recrutement d'une assistante sociale en mai 2019

## Financement :

**47,4 %** = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ **946 rendez-vous** avec des agents des collectivités :
  - **285** visites à domicile
  - **633** lors des permanences
  - **28** sur lieu de travail
- ▶ **163** permanences sur le département (hors CDG)
- ▶ **69** permanences au CDG
- ▶ **145** écrits professionnels rédigés
- ▶ **2 283** contacts téléphoniques et mails
- ▶ Participation à **87** cellules santé auprès de **28** collectivités
- ▶ **959** entretiens téléphoniques avec les agents et **392** avec les collectivités
- ▶ **233** entretiens physiques avec les collectivités
- ▶ **406** entretiens physiques ou téléphoniques avec les partenaires
- ▶ **254** dossiers en lien avec la protection sociale
- ▶ **42 901 km** parcourus par les **3** assistantes sociales




# PÔLE PLURIDISCIPLINAIRE




**457 324 €**

## Missions

- Accompagner les agents en difficulté sur leur poste de travail
- Accompagner les employeurs dans la gestion des situations individuelles dégradées

 1,33 ETP

 100 858 €

93 974 € en 2018

## Financement :

55 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

## ▶ 176 AGENTS DE 75 COLLECTIVITÉS REÇUS EN 2019 (+11 % par rapport à 2018)

- 297 entretiens physiques menés et 94 entretiens téléphoniques (+23,7 %)

62 % catégorie C (74 %)  
19 % catégorie B (17 %)  
19 % catégorie A (9 %)

## ORIENTATION DES AGENTS

- Médecins : 73 %
- Infirmières : 7 %
- Assistantes sociales : 11 %
- Collectivités : 9 %

## COLLECTIVITÉS CONCERNÉES

- + de 100 agents : 56 %
- 50 à 99 agents : 16,5 %
- 20 à 49 agents : 12 %
- - de 20 agents : 15,5 %

## ▶ PARTICIPATION À DES CELLULES SANTÉ AU TRAVAIL

- Participation des psychologues à 51 cellules Santé dans 20 collectivités (+100 %)

Les filières en 2019 (et 2018)  
26,5 % administrative (34,5 %)  
33,5 % technique (24 %)  
22 % sanitaire et sociale (23,5 %)  
7,5 % animation (13,5 %)  
9,5 % culturelle (5 %)

## PROBLÉMATIQUES

- Rapports sociaux : 33,5 %
- Reprise du travail : 16 %
- Intensité et temps de travail : 11,5 %
- Conflits de valeurs : 10,5 %


# LE RÉSEAU DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION & DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

## Missions

- Animer des réseaux professionnels en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Mettre à disposition des supports techniques, guides et notes techniques
- Échanger sur les pratiques et l'actualité réglementaire

## Réseau Assistants de Prévention

 0,39 ETP


 26 057 €

28 638 € en 2018

### Financement

62 % = contributions  
Convention Adhésion  
à la santé et  
conditions de travail

## Réseau Conseillers de Prévention

 0,23 ETP

 16 259 €

15 625 € en 2018

### Financement

55 % = contributions  
Convention Adhésion  
à la santé et  
conditions de travail

## ▶ ASSISTANTS DE PRÉVENTION

- 659 assistants de prévention désignés dans 344 collectivités
- Formation de base de 5 jours :  
2 prévues / 1 organisée : 13 participants
- Formation continue de 2 jours :  
3 prévues / 2 organisées : 23 participants
- 6 réunions thématiques / 59 participants
  - Travail sur écran, mise à jour du document unique et analyse d'un accident du travail

## ▶ CONSEILLERS DE PRÉVENTION

- 2 rencontres – 20 participants
- 1 lettre d'information diffusée

# L'APPUI TECHNIQUE SUR LE DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES

## Missions

→ Accompagner les collectivités dans la rédaction de leur document unique

→ Accompagner les collectivités dans l'intégration des Risques Psychosociaux

 0,75 ETP

 51 737 €

20 301 € en 2018

### Financement :

64 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

## ▶ FORMATION-ACTION DE 3 JOURS (ÉCHELONNÉS SUR UN AN)

**Objectif** : autonomie de l'assistant de prévention et du référent de la collectivité pour rédiger le Document Unique

- 2 itinéraires de formation
  - 1 en 2018-2019 - 9 collectivités / 11 participants
  - 1 en 2019-2020 - 4 collectivités / 9 participants

## ▶ CONSEILS POUR LA RÉDACTION DU DOCUMENT UNIQUE


**Objectif** : apporter une aide ponctuelle à la collectivité dans sa démarche d'évaluation (relecture de grilles, présentation de la démarche...)


- 5 collectivités
- 4 collectivités accompagnées pour l'évaluation des RPS et l'intégration au document unique

## Missions

→ Assurer une veille permanente de la réglementation et de l'actualité en santé au travail

→ Renseigner les collectivités sur la réglementation en matière de santé au travail

 **1,34 ETP**

 **97 928 €**

*82 488 € en 2018*

### Financement :

- **68 %** = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- **FIPHFP : 11 398 €**

## ▶ CONSEIL TECHNIQUE

- **103** consultations sur des thèmes techniques différents traitées par les ingénieurs
- **138** renseignements sur la thématique du handicap
- **1 653** renseignements en support du Pôle pluridisciplinaire + *70 % par rapport à 2018, essentiellement sur les formations CHSCT et les interventions facturables*

## ▶ DOCUMENTATION

- Veille réglementaire
- Mise à jour et création de **fiches techniques** publiées sur la FAQ du site Internet
- Projet "livret agent d'entretien"

## ▶ LIEN AVEC LE CTI

- Participation à une visite de locaux
- Participation aux réunions de l'instance

**+ Zoom ⇨**

## ▶ 4 petits déjeuners sur 2 thématiques

**139 participants**

- **Recommandation pour une meilleure prise en compte des conditions de travail des agents d'entretien**
  - 26 mars 2019 à Saint-Pierre d'Irube : 22 participants
  - 28 mars 2019 à Billère : 27 participants
  
- **Accompagner les difficultés de santé en tant qu'encadrant de proximité**
  - 11 juin 2019 à Lescar : 43 participants
  - 18 juin 2019 à Ustaritz : 47 participants

# PRESTATIONS FACTURÉES

- ▶ **158** demandes d'intervention traitées dont **102** nouvelles demandes
- ▶ **2 042** agents impactés
- ▶ **86** collectivités et 2 structures d'Etat
- ▶ **70** devis réalisés / **56** devis acceptés pour **45** collectivités différentes
- ▶ **46** factures éditées pour un total de **71 790 €** soit **179,5** jours de travail



# L'INTERVENTION EN ERGONOMIE OU EN PRÉVENTION

## Missions

- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Accompagner les collectivités dans les projets de conception de bâtiments ou de postes de travail

 0,89 ETP

 55 316 €

## Financement :

**79,8 %** = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 11 interventions en ergonomie pour la prévention des TMS
- ▶ 11 interventions en ergonomie de conception
- ▶ 4 projets de prévention sur des risques spécifiques
- ▶ 1 accompagnement dans un projet de réorganisation

# INTERVENTIONS SUR LES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

## Missions

- Évaluer les risques psychosociaux
- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques psychosociaux
- Intervenir sur les situations de conflits et les situations traumatiques

 0,37 ETP

 28 585 €

79 704 € en 2018

## Financement :

68 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 1 collectivité accompagnée pour des groupes d'analyse de pratiques
- ▶ 3 interventions en médiation
- ▶ 4 interventions sur des ambiances de travail dégradées
- ▶ 4 interventions sur des situations traumatiques

# MISSION ACFI (AGENT CHARGÉ DE LA FONCTION D'INSPECTION)

## Missions

→ Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents

 0,37 ETP

 25 038 €

20 405 € en 2018

## Financement :

**83 %** = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ **CONVENTION SPÉCIFIQUE : nouvelle convention en 2019 / nouveau financement**
- ▶ **146 renouvellements d'adhésion**
- ▶ 0 visite d'inspection
- ▶ Missions en lien avec les CHSCT :
  - 15 réunions de CHSCT dans collectivités
  - 2 visites de locaux
- Missions en lien avec les travaux réglementés des mineurs en formation professionnelle

## Missions

→ Mission créée (en comptabilité analytique) en 2019

→ Accompagner les collectivités dans les projets de formation et de sensibilisation spécifiques

### ▶ FORMATION DES MEMBRES DE CHSCT

- 29 CHSCT formés

### ▶ FORMATIONS DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION EN INTRA

- 1 formation de base pour la Communauté d'Agglomération Pays Basque

### ▶ FORMATION SUR DES THÉMATIQUES SPECIFIQUES

- 1 formation à la prévention des encadrants pour la Communauté d'Agglomération Pays Basque
- 3 séances de sensibilisation au travail sur écran
- 1 journée sur le Document Unique pour Saint-Jean-de-Luz

 0,79 ETP

 55 543 €

**ZOOM**  
**2019**



- ▶ Élections professionnelles en décembre 2018 : année de formation des nouveaux représentants du personnel au CHSCT
- ▶ **2** formations inter-collectivités pour **9** collectivités et **28** participants
- ▶ **29** collectivités accompagnées pour la formation des membres du CHSCT
- ▶ **298** membres de CHSCT formés



# RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2019

Direction de la publication : Michel HIRIART- Juin 2020

Réalisation : les Directions du CDG 64

Coordination et conception graphique : Direction Générale du CDG 64

ISSN : 2648-5273